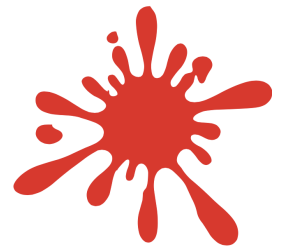


# L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois  
Nouvelle série, n° 75 février 2023



## Sens des réalités ?

Le PLR fera campagne pour les élections cantonales du 2 avril 2023 au nom du « sens des réalités ». Admettons. Mais de quelles « réalités » parle le PLR. Il s'agit d'une réalité plus que partielle, abordée au travers d'un prisme déformant.

Le PLR dit ainsi que sa priorité est de défendre les « classes moyennes ». C'est un grand classique, un peu éculé tout de même. Tous les partis bourgeois prétendent défendre les classes moyennes lors des élections, parce que la bourgeoisie représente trop peu d'électeurs, et parce qu'ils ne peuvent décemment prétendre être du côté de la classe ouvrière. Prétendre se préoccuper des PME alors qu'on veut éviter aux seules multinationales de voir leurs privilèges un tout petit peu réduits, c'est classique aussi. Les propositions du PLR pour les classes moyennes : des baisses d'impôts, et plus de PPE pour moins de logements sociaux, afin de favoriser l'accès à la propriété. Ce même sens des réalités amène le PLR à défendre avec véhémence la place de la voiture en ville, et de s'opposer à toute mesure qui gênerait un tant soit peu les entreprises ou perturberait l'économie capitaliste. Un sens des réalités profondément conservateur, dont le seul réalisme est de toucher le moins possible à l'ordre établi.

Ce prétendu « sens des réalités » est en revanche totalement aveugle, volontairement aveugle aux conséquences du réalisme préconisé sur les classes populaires, et même les classes moyennes qu'on prétend défendre lors des campagnes électorales. Car ce prétendu réalisme est réaliste pour les seuls qui sont réellement censés en profiter : la bourgeoisie ; c'est à cette classe que bénéficieront les

baisses d'impôts et un plus grand pourcentage de PPE. A la limite, ce serait faire un mauvais procès au PLR que de le lui reprocher. En menant une lutte de classe du côté de la bourgeoisie, il est dans son rôle. Celui de la gauche devrait être de mener une lutte de classe avec la même fermeté contre lui, du côté de la classe ouvrière, plutôt que de chercher le « compromis ».

Le problème c'est qu'il serait plus exact de qualifier de sens du déni ce prétendu réalisme. Un déni aux conséquences désastreuses si on n'y met pas fin. Car, la défense des seuls intérêts de la bourgeoisie conduit à rendre la planète inhabitable dans un avenir proche. Le *business as usual* est pur aveuglement, une forme de climatoscepticisme plus dangereux car plus pernicieux que la négation ouverte des acquis scientifiques. Seul un changement radical de cette société est aujourd'hui réalisme.

Le Parti du Travail est également mu par un sens des réalités, mais fondamentalement différent de celui du PLR. Nous partons de la réalité matérielle, de celle que vivent les travailleuses et travailleurs, les classes populaires, une réalité dont les partis de la bourgeoisie n'en savent rien ni n'en veulent rien savoir. La raison d'être de notre Parti est de mener une lutte de classe sans concessions, du côté de la classe ouvrière et contre la bourgeoisie, pour changer cette société, pour remplacer le capitalisme par une nouvelle société socialiste, qui assurera la justice sociale et environnementale. L'urgence climatique ne rend que plus indispensable ce

**ENSEMBLE**  
**A GAUCHE**  
DAL • SOLIDARITES • PARTI DU TRAVAIL

changement de société pour lequel nous luttons.

C'est au nom de ce sens des réalités que nous nous présentons pour les élections cantonales, sur une liste commune Ensemble à Gauche, avec nos partenaires de solidaritéS et le DAL. Notre alliance n'est pas purement de circonstance, mais se base sur une réelle convergence politique et sur des bases saines. Nos trois organisations proviennent du reste des diverses recompositions du mouvement ouvrier à partir de la 1<sup>ère</sup> Internationale, elles appartiennent à des traditions politiques apparentées. Notre alliance comprend toutes les organisations significatives de la gauche radicale genevoise. Que quelques individus aux méthodes néfastes, et qui ne représentent qu'eux-mêmes, n'y soient pas, n'est pas une rupture de l'unité, bien au contraire.

Notre slogan de campagne – « On n'a plus le temps, créons le changement ! » – reflète le véritable réalisme qui porte notre lutte. Si nous voulons avoir des élus au parlement, et éventuellement au Conseil d'État, ce n'est pas pour gérer cette société dans le compromis sans en toucher les bases, mais pour utiliser la marge de manœuvre que ces institutions permettent pour la transformer radicalement. Cet objectif mérite qu'on se batte pour lui.

**Alexander Eniline**



## Communiqué de presse de la coalition Ensemble à Gauche du 2 février 2023

### Ensemble à Gauche a aujourd'hui déposé sa liste de candidat.e.x.s en vue des élections cantonales du 2 avril 2023.

C'est uni.e.x.s au sein de la coalition Ensemble à Gauche que depuis des mois, le Parti du travail, le DAL et solidaritéS travaillent à construire une liste qui reflète autant leurs valeurs politiques communes que leurs convictions d'un changement de fonctionnement à l'interne et à l'externe, basé sur le respect de ses partenaires et des mouvements en luttés.

Ensemble, les trois organisations, rejointes par des militant.e.x.s des mouvements sociaux, unissent leurs forces sous le slogan : **On n'a plus le temps, créons le changement !** Et c'est conscient.e.x.s de la nécessité d'une politique de rupture et d'une convergence des luttes pour provoquer de vrais changements sociaux, écologiques et démocratiques qu'Ensemble à Gauche s'engage à porter ces valeurs et à les traduire concrètement au travers de sa présence au Grand Conseil.

Ensemble à Gauche présente une triple candidature pour le Conseil d'État, avec Alexander Eniline (PDT) doctorant en philosophie médiévale et coprésident du parti du travail au niveau national (PST-POP) ; Teo Frei (SOL), jeune activiste pour le climat engagé dans différents collectifs luttant en faveur de la justice climatique et sociale et Françoise Nyffeler (SOL), députée au Grand Conseil, qui est quant à elle très engagée dans les luttes féministes et en faveur de la défense des animaux. Attaché.e.s à leurs multiples engagements militants ces deux candidat.e.s ne délaissent pas le terrain et concilient les exigences d'une campagne médiatique institutionnelle avec les luttes effectives et se présentent en binôme. Ensemble, nos trois candidat.e.s porteront la voix d'une gauche combative qui refuse les compromis !

Pour l'élection au Grand Conseil, 44 candidat.e.x.s se présentent sous la bannière d'Ensemble à Gauche. La diversité des profils de cette liste démontre la volonté de faire dialoguer des perspectives différentes mais complémentaires en faveur d'une société féministe, pour la justice sociale et environnementale. Le programme politique pour le canton, rédigé collectivement, porte en lui un espoir commun pour une amélioration du sort de toutes la population. Il se définit résolument comme anticapitaliste, féministe, antiraciste et écosocialiste. Il traduit le projet de société d'Ensemble à Gauche et l'implication au quotidien de ses militant.e.x.s pour le transformer en réalité.

#### Candidat.e.s au Conseil d'État

- **Nyffeler Françoise** solidaritéS
- **Eniline Alexander** Parti du Travail
- **Frei Teo** solidaritéS

#### Candidat.e.s au Grand Conseil

- **Nyffeler Françoise** solidaritéS
- **Eniline Alexander** Parti du Travail
- **Zaugg Cécilia** DAL
- **Haller Jocelyne** solidaritéS
- **Bailat Ariane** Parti du Travail
- **Zaugg Christian** DAL
- **Martenot Aude** solidaritéS
- **Ecuyer Annick** Parti du Travail
- **Meierhofer Charlotte** DAL
- **Bertrand Sébastien** solidaritéS
- **Pini Jessica** Parti du Travail
- **Khaouchi Corinne** DAL
- **Cioffi Elsa** solidaritéS

- **Gisselbaek Morten** Parti du Travail
- **Christinat Jean-David** DAL
- **Bindschaedler Clément** solidaritéS
- **Staeger Blulette** Parti du Travail
- **Carlo Xavier** DAL
- **Califano Luca** solidaritéS
- **Badel Balmain** Parti du Travail
- **Kahouchi Omar** DAL
- **Holzer Zora** solidaritéS
- **M'Baye Malcolm** Parti du Travail
- **Durand Lucien** solidaritéS
- **Missov Massan** Parti du Travail
- **Fueter Ohanessian** Valentine solidaritéS
- **Ecuyer Hélène** Parti du Travail
- **Jelk-Peila Andrée** solidaritéS
- **Maillefer Denise** Parti du Travail
- **Stebler Henriette** solidaritéS
- **Depommier Joël** Parti du Travail
- **Lampert Nicolas** solidaritéS
- **Leblanc-Rigal Marie** solidaritéS
- **Stauffer Quentin** Parti du Travail
- **Cambi Enrico** solidaritéS
- **Edjeou Corinne** Parti du Travail
- **Tala Nikonova Katia** solidaritéS
- **Zehfus Yves** Parti du Travail
- **Tortosa Juan** solidaritéS
- **Vonlanthen Lola** solidaritéS
- **Badel Forlan** Parti du Travail
- **Wassem Damaris** solidaritéS
- **Schnebli Tobia** Parti du Travail
- **Clerc Bernard** solidaritéS





## Appel de soutien à la coalition Ensemble à Gauche (solidaritéS, DAL, Parti du Travail)

Nous soutenons la liste de la coalition Ensemble à Gauche (solidaritéS -DAL -Parti du Travail) :

**Persuadé.e.x.s** que la lutte conjointe des mouvements sociaux et de la gauche combative en faveur de la justice sociale et environnementale est indispensable afin de parvenir à des changements en profondeur. Cette lutte doit être menée tant à l'échelle globale, qu'à l'échelle locale, avec les mouvements sociaux dans les domaines où elles/ils s'engagent, ainsi que dans les parlements ;

**Conscient.e.x.s** que les classes populaires d'ici et d'ailleurs payent le prix des crises actuelles, et ceci dans des domaines essentiels comme le niveau des salaires, l'accès à la santé, à l'éducation, au logement, à l'emploi, à la culture, aux droits démocratiques et sociaux ;

**Convaincu.e.x.s** que les trois composantes politiques réunies au sein de la coalition Ensemble à Gauche (solidaritéS, DAL, Parti du Travail) sont porteuses des forces indispensables pour la mise en œuvre d'une politique sociale et de transformation écologique en faveur du plus grand nombre et qu'elles appliquent en leur sein et dans les rapports avec les personnes extérieures les principes de respect, d'égalité, d'inclusion, de solidarité et de démocratie qu'elles préconisent pour la société ;

**Nous appelons à voter pour la liste de la coalition Ensemble à Gauche (solidaritéS -DAL -Parti du Travail) aux élections cantonales du 2 avril 2023 afin de mettre en œuvre une politique sociale, écologiste, féministe, anti-capitaliste et antiraciste.**

### Liste des signataires dans son état actuel (tou-te-x-s non-candidat-e-x-s)

**Juan Antezana**, ingénieur, **Davide Azzi**, militant SSP, **Soha Bechara**, militante du Collectif Urgence Palestine, **Anne-Laure Bertrand**, démographe, **Béatrice Bertrand**, enseignante retraitée, **Artur Bienko**, secrétaire syndical Unia Genève, **Angele Bilemjian**, assistante sociale, **Maryelle Budry**, militante féministe, cons. mun. Ville de Genève, **Pascal Boninsegni**, enseignant, **Corinne Bonnet-Mérier**, cons. mun. en Ville de Genève, **José Callau**, traducteur, association DPGE, **Manuela Cattani**, militante syndicale SIT, **Reno Christin**, enseignant et chanteur de rock, **Julie de Dardel**, géographe à l'Université de Genève, **Nils de Dardel**, avocat, anc. Cons. nat., **Yvonne de Dardel**, secrétaire, **Erica Deuber-Ziegler**, historienne de l'art, **Nicolas Duborgel** artisan et livreur à l'IMAD, **René Ecuyer**, anc. député AdG, **Jacques François**, anc. député et cons. mun., **Julie Frossard**, travailleuse sociale, anc. cons. mun. Ville de Genève, **Ynes Gerardo**, sociologue et activiste sociale, **Marinette Gilardi**, bibliothécaire, **Luc Gilly**, militant GSsA, anc. député AdG, **Fanny Girardet**, activiste pour la justice climatique, **Barbara Firla Graenicher**, travailleuse sociale, **Laurent Graenicher**, réalisateur, **Erik Grobet**, graphiste, **Myriam Grosse**, étudiante en biologie et activiste pour la justice climatique, **Donna Golaz**, permanente politique de solidaritéS, membre de LSCV et UNIA, **Carlo Guida**, enseignant, SSP, OPAL, **Werner Haller**, maître socio-professionnel retraité, **Milo Hiltbrand**, physicien, **Cornelia Hummel**, professeure de sociologie à l'Université de Genève, **Henri Iselin**, enseignant, **Didier Jaccard**, retraité écosocialiste, anc. professeur de physique à l'Université de Genève, **Mado Kalonji**, artisane, **Alison Katz**, retraitée de l'OMS et membre du People's Health Movement, **Isabelle Lamm**, **Marion Lanci**, étudiante en durabilité et activiste pour la justice climatique, **Mathieu Lewerer**, animateur socioculturel, **Tony Mainolfi**, secrétaire administratif du syndicat SEV, **Olivier de Marcellus**, activiste, **Claire Martenot**, militante féministe et militante syndicale SSP, **Florian Martenot**, vice-président du syndicat SEV-TPG, **Masino**, dessinateur, **Anne Michel**, militante du SSP et de la Grève féministe, **Maurice Michon**, retraité, **Luigi Miriello**, président Association 50+, **Natascha Miéville**, militante syndicale SSP, **Jacques Mino**, toujours militant, **David Nadig**, étudiant HES, **David Orellana**, responsable d'animation en EMS, **Guillermo Orellana**, réfugié politique chilien, **Virginie Orellana**, travailleuse sociale, **Olivier Peter**, avocat, **Maria Lou Pérez**, chargée de projet, **Brigitte Perregaux**, éducatrice sociale, **Jeanne Planche**, militante altermondialiste, anc. coordinatrice d'ATTAC France, **Carline Preti**, diététicienne en santé communautaire, **Jean-Marc Richard**, enseignant et membre du Groupe Romand d'Éducation Nouvelle, **Madeleine Richard**, animatrice parascolaire et membre SSP, **Marta Roca I Escoda**, sociologue, **Vanessa De Rudder**, directrice d'une structure de soutien à la parentalité, **Thibault Schneeberger**, secrétaire d'actif trafic et activiste pour la justice climatique, **Inès El-Shikh**, militante féministe et antiraciste, **Judith Saulmier**, proche-aidante, **François Sottas**, conducteur TPG, membre du syndicat SEV, **Aude Spang**, militante Grève féministe et secrétaire égalité du syndicat UNIA, **Julia Steinberger**, co-auteur du dernier rapport du GIEC, prof. économie écologique, **Brigitte Studer**, militante féministe et de Survap, Cons. mun. Ville de Genève, cheffe de groupe EàG, **Gaëlle Thion**, éducatrice sociale, **Guillaume Thion**, travailleur social et militant du syndicat SSP, **Thomas Vachetta**, travailleur social, **Stéphanie Valentino**, infirmière et anc. députée, **Brigitte Vittori**, anc. enseignante HES en travail social, retraitée, **Antoine Völki**, étudiant en économie et civiliste, **Sacha Walsler**, rentier, **Raffaella Willig**, juriste à l'ASLOCA, **Nathalie Wenger**, formatrice FLE bénévole, **Livia Zbinden**, Cons. mun. Ville de Genève et conseillère en action communautaire, **Aline Zuber**, secrétaire syndicale au SSP

**Si vous souhaitez soutenir notre liste, vous pouvez signer l'appel de soutien sur [www.eag-ge.ch](http://www.eag-ge.ch)**





## Une liste unitaire, mais loin des comportements brutaux et sexistes

Le *Courrier* publiait le 24 janvier dernier une tribune signée par 11 personnes qui, au cours des 12 derniers mois, se sont présentées publiquement sous 3 appellations différentes et brandissent depuis peu de façon volontairement trompeuse la bannière d'une «liste unitaire et populaire» (LUP).

Ce faux appel à l'unité sert en réalité de camouflage à un fonctionnement brutal, à fortiori pratiqué de façon totalement décomplexée par la majorité des signataires de cette tribune.

C'est joli l'unité, et bien facile à revendiquer, surtout lorsqu'on ne doit pas en tenir compte dans sa pratique quotidienne. Alors même que, dans les hémicycles et les institutions, les comportements problématiques de certains hommes ne sont plus tolérés, nous subissons les pratiques violentes et sexistes des fondateurs de la LUP: dénigrements, manipulations, atteintes à la personnalité, comportements agressifs, impositions de décisions par la force, autoritarisme, vociférations, refus de discuter; la liste est longue. Cette attitude est également à l'œuvre dans leurs rapports avec les mouvements sociaux, ces derniers étant régulièrement instrumentalisés par 5 hommes qui se vantent de pouvoir les «diriger» mais ne savent certainement ni les intégrer, ni travailler en collectif pour les faire vivre et les développer.

Un autre monde, débarrassé d'un patriarcat toxique et d'un capitalisme mortifère pour notre planète, est possible et nécessaire!

Dans notre combat pour avancer vers ce nouvel horizon, nous attendons que notre quotidien soit en phase avec nos idées. L'horizontalité, la démocratie interne, la visibilité des espaces de pouvoirs formels et informels, l'encouragement de l'intelligence collective, les fonctionnements bienveillants, l'intégration, la diversité et l'inclusivité sont autant de valeurs que nous avons décidé de mettre en



Un combat qui n'est pas nouveau pour le Parti du Travail

pratique. C'est ainsi que nous voulons faire de la politique!

C'est pourquoi nous ne voulons plus travailler avec des hommes dominateurs et violents ni avec ceux qui les entourent et voudraient les légitimer. Ainsi, les membres de la LUP ne voient pas de problème à collaborer avec des membres d'Avenir Syndical, organisation qui s'est récemment constituée en soutien à une ancienne figure syndicale, médiatiquement appelée «Roger» et accusée de violences sexistes et harcèlement sexuel par une dizaine de femmes.

Il n'est pas réaliste non plus d'envisager de travailler avec des gens qui n'ont jamais cessé leurs agressions, qui ont eux-mêmes été les fers de lance de la division et de l'exclusion dans un passé proche et

qui forcent encore aujourd'hui les principaux acteurices de la gauche radicale à Genève, actif-ves depuis des décennies, à aller jusqu'aux tribunaux pour se faire entendre et obtenir justice.

Nous ne voulons plus perdre notre temps à justifier notre souhait de travailler collectivement dans un environnement non toxique et anti-sexiste. Nous soutenons la liste d'Ensemble à Gauche (solidaritéS – Dal – PdT) parce qu'elle représente un espace politique adapté à nos valeurs.

**Maria Pérez, Aude Martenot, Ariane Bailat, Annick Ecuyer, Hélène Ecuyer, Andjela Velickovic, Cécilia Zaugg, Françoise Nyffeler, Claire Martenot, Aude Spang, Donna Golaz**





## « La taxe professionnelle communale ne plaît pas justement parce qu'elle est juste »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Annick Ecuyer**

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

J'ai suivi une formation en informatique (ingénierie et informatique de gestion), et fait différents jobs liés : ateliers en maison de quartier, maintenance, dépannage, développement pour une ONG puis pour une startup (analyste et architecte logiciel).

Politiquement, j'ai été active depuis très jeune, mes deux parents ayant été parlementaires à Genève. J'ai été candidat à plusieurs reprises dans un contexte de recul de la gauche, avant d'entrer au Conseil Municipal de la Ville de Genève en 2017.

Plus personnel, après un coming-out bisexuel vers mes 19 ans, j'ai entamé une transition de genre, mais vu la situation à Genève en 1999, avec une prise en charge problématique voir hostile, j'ai dû l'interrompre. J'ai passé presque 15 ans à m'informer et me former pour retenter une telle démarche médicale et administrative, bien utile pour faire face à une procédure humiliante où l'on passe par un interrogatoire violent et intrusif, où décourager est le premier objectif, et avec un sexisme encore bien présent en milieu psychiatrique.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Les questions féministes et LGBTIQA+ me tiennent particulièrement à cœur, avec une expérience en association qui me semble

importante de relayer au niveau politique, dans un contexte de recul généralisé des droits des femmes et des minorités. Au municipal j'avais centré mon travail sur des questions féministes de base mais ignorées, dont la question de la misère menstruelle et la prise en compte des parents allaitant dans les espaces communaux.

D'autre part, ayant certains handicaps (vue et trouble de l'attention) et des proches concerné-es, il me semble crucial de développer significativement l'accessibilité dans le Canton. Pour donner deux exemples : il n'est pas normal que s'asseoir ne soit pas une option dans de nombreux espaces, et qu'il y ait très peu de toilettes publiques, de plus pas forcément en service.

### Un comité de jeunes des partis de droite a déposé une initiative populaire pour l'abolition de la taxe professionnelle communale, qu'ils qualifient d'« archaïque » et d'« injuste ». Une majorité du Grand Conseil a accepté de travailler sur un contre-projet. Que peut-on répondre aux arguments du comité d'initiative, et pourquoi le maintien de cette taxe est important ?

J'ai été membre de la Commission de recours en matière de taxe professionnelle, et de fait pu voir de près cette « terrible » taxe professionnelle.

Pour commencer le service de la taxe est particulièrement arrangeant envers les entreprises et personnes taxées : recontactant en cas de retard de transmission des comptes, proposant des aménagements de paiement, etc. Le travail en amont est très bien fait, et la plupart des recours qui parvenaient à la Commission prêtaient peu à débat – si ce n'est l'arrogance de certaines fiduciaires.

Cette taxe ne plaît pas justement parce qu'elle est *juste* et permet de faire face à des questions on ne peut plus *modernes*. C'est la seule



**Annick Ecuyer**  
Ville de Genève  
Informaticienne, transféministe, ex conseillère municipale

taxe qui est directement liée à l'activité économique, en se basant sur différents critères en fonction du secteur d'activité, notamment le chiffre d'affaire, le personnel, les locaux. Il n'est pas possible de tricher en minimisant le bénéfice et les sociétés boîtes aux lettres qui établissent leur siège légal à Genève y sont pleinement soumises. Quand l'activité commerciale est essentiellement dématérialisée, avec des employé-es aux conditions de travail individualisées, les entreprises contribuent de moins en moins à la collectivité, dont les communes où elles sont installées.

Donc évidemment que certains secteurs n'aiment pas devoir faire une contribution aux communes concernées, alors qu'ils échappent autrement à l'impôt par différents arrangements et mécanismes comptables. Si l'on place son siège européen à Genève parce que ça fait bien, ben oui, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, la société a une existence juridique et financière ici.

Il est non seulement important de maintenir la taxe professionnelle, mais aussi de trouver de nouvelles sources de revenu, d'établir de nouveaux principes de contribution, sinon les services public et l'ensemble de la population seront pénalisés, alors qu'une minorité continuera de s'enrichir à nos dépends.



## « L'indignation, ferment de l'« esprit de résistance », comme le disait Stéphane Hessel doit rester de mise »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Joël Depommier**

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots?

Après des études de Lettres et me retrouvant sans emploi et fort dépourvu, j'ai assez vite compris les aspérités et âpretés du salariat, sans connaître à San Precario ni aux écrits de Guy Standing sur le précarariat. Après avoir tâté de l'enseignement privé, j'ai enfin pu travailler comme journaliste à *Gauchebdo* et *Voix populaire*, et ce depuis plusieurs années. Ces expériences sociales m'ont fait passer d'observateur concerné à militant convaincu au sein du POP, puis du PdT, tout en étant syndiqué à Syndicom.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener?

Même si le parlementarisme est souvent critiqué à gauche, il reste important, même si largement insuffisant, d'être présent dans les institutions politiques existantes de

délégation faiblement représentative. Un des premiers chantiers reste celui du logement. Le Canton doit rapidement mettre en place une politique de rénovation des habitats en visant la neutralité carbone, sans hausse de loyers pour les locataires, construire pour tous, en ménageant la zone verte, mais aussi permettre l'émergence de lieux d'habitation communautaire libres, gages de culture alternative et d'expérimentation culturelle. Genève, c'était mieux avant.

### Différents foyers régis par le canton de Genève ont fait les gros titres ces derniers mois, souvent pour des affaires tragiques. Pour tenter d'améliorer la situation, le canton a annoncé la création d'un nouveau service d'inspection. Ces mesures sont-elles suffisantes? Que faudrait-il faire pour éviter de revivre de tels drames à l'avenir?

L'indignation, ferment de l'«esprit de résistance», comme le disait Stéphane Hessel doit rester de mise. Il est intolérable que certains aient maltraité des personnes parmi les fragilisées de la société dans des institutions d'Etat. La mise en place du service SCOPSE, chargé de visiter les 65 foyers genevois au moins une fois tous les quatre ans sur la base de contrôles inopinés est à saluer, même si l'initiative arrive tardivement. Au-delà de cette politique de surveillance, il est nécessaire aussi de renforcer



**Joël Depommier**  
Chêne-Bougeries  
Rédacteur Voix Populaire

les moyens humains d'accompagnement des personnes en situation de handicap. Il convient donc d'engager plus de personnel formé, doté d'empathie, de décentrement, d'écoute et d'attention aux besoins spécifiques de cette population, ayant comme but son inclusion et sa participation pleines et actives à la société. Pour rétablir la confiance, il est aussi important que les familles soient intégrées dans le processus socio-éducatif à travers des entretiens et une concertation continue et à pied d'égalité avec le personnel et les directions d'établissements.





## « Les zones agricoles, boisées ou de biodiversité doivent être inviolables »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Yves Zehfus**

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Je suis membre du Parti depuis 1970, et de même de la Jeunesse communiste d'alors. Dès mon apprentissage à la Poste (PTT), je me suis syndiqué à l'Union PTT, actuellement Syndicom. J'ai été conseiller municipal à Veyrier, Planles-Ouates et Confignon, et député au Grand Conseil de 1995 à 1997.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Depuis toujours, j'ai eu une sensibilité pro-nature, et déjà depuis mon enfance j'ai été anti-nucléaire et antimilitariste. Je suis pour promouvoir la construction pour les plus bas revenus de logements dignes et confortables, et non de cages à lapins, et que ces logements

correspondent réellement à la situation actuelle et future. Les zones agricoles, boisées ou de biodiversité doivent être inviolables. Il faut y interdire tout déclassement en zone de développement.

**A Hermance, des riverains s'opposent à la construction de 32 appartements à l'entrée du bourg, malgré que la zone soit occupée à l'heure actuelle pour l'essentiel par un parking temporaire. Une situation qui se répète régulièrement dans notre canton. Quel équilibre trouver entre le besoin de logements et la préservation de la zone agricole, des espaces verts et du cadre de vie ?**

Je remarque une chose. Tous ceux qui s'opposent à la construction de logements communaux et sociaux sont toujours les mêmes. Des propriétaires de villas, et tous ceux qui ne souhaitent pas de nouveaux habitants dans leurs villages, et qui recourent à des prétextes fallacieux, comme à Confignon, où la démolition d'un immeuble vétuste de 19 appartements et la construction d'un nouvel immeuble avec 48 appartements reviendrait moins cher qu'une rénovation. Et ce sont les mêmes gens qui font barrage au futur quartier des Cherpines.



**Yves Zehfus**  
Confignon  
Facteur, ex conseiller municipal, ex député au Grand Conseil

### Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

**Paraît 10 fois par an**  
**Rédaction, administration**

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

[pdt-ge@bluewin.ch](mailto:pdt-ge@bluewin.ch)

[www.pdt-ge.org](http://www.pdt-ge.org)

022 321 79 58

Iban : CH07 0900 0000 1200

8747 5

mention : encre rouge

**Éditeur responsable :**

Alexander ENILINE

**Maquette :**

Alexander ENILINE

**Ont collaboré à ce numéro :**

Alexander ENILINE, Balmain BA-

DEL, Annick ECUYER, Yves

ZEHFUS, Joël DEPOMMIER,

Maria PEREZ, Tobia SCHNEBLI

**Délai de remise des textes :**

1<sup>er</sup> mars 2023

**Tarif abonnements :**

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



## « Une opposition au parlement conséquente et radicale à ce modèle d'exploitation à outrance du travail est indispensable »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritÉS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Tobia Schnebli**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

J'ai grandi au Tessin dans une famille suisse-étasunienne progressiste et j'ai fait mes premiers pas dans le militantisme de gauche dans le mouvement étudiant au Lycée de Lugano au milieu des années septante. Avec des grèves on avait obtenu l'abolition du contrôle des absences et le droit de tenir quatre assemblées générales des étudiant.e.s pendant les heures des cours. Grâce au livre *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* de Jean Ziegler (1976) j'ai compris qu'il y avait une lutte très vaste à mener en Suisse contre l'oppression du capital et de l'impérialisme financier helvétiques. Dans les années quatre-vingt l'engagement s'est poursuivi avec le mouvement de solidarité avec les luttes révolutionnaires en Amérique centrale, notamment au Nicaragua et au Salvador, et de manière encore plus intense avec la participation à la campagne du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) en vue de la votation de 1989 pour la suppression de l'armée et pour une politique globale de Paix. L'engagement antimilitariste et antiimpérialiste s'est poursuivi tout au long des décennies suivantes, avec une attention particulière, depuis le début de la deuxième Intifada, pour la solidarité avec la lutte du peuple palestinien. J'ai milité à Genève dans l'organisation solidaritÉS depuis sa

fondation en 1992 et j'ai été élu avec ce parti, membre de la coalition Ensemble à Gauche, au Conseil municipal de la Ville de Genève en 2011 et 2015. Avec trois autres camarades, Maria Pérez, Morten Gisselbaek et Ariane Arlotti, j'ai démissionné de solidaritÉS pour rejoindre le Parti du Travail en 2018.

Le motif de fond de ces démissions était que nous avons pris la défense de Maria Pérez, face à la maltraitance qu'elle subissait dans sa position de seule femme salariée au secrétariat de solidaritÉS. Dans notre lettre de démissions, nous affirmions notre « refus de fouler aux pieds les principes, les valeurs et les idéaux qui motivent très profondément nos engagements politiques et sociaux, ainsi que les buts mêmes de solidaritÉS, inscrits à l'article 2 des statuts : '... *lutter pour promouvoir une société démocratique et solidaire et appliquer en son sein les principes pour lesquels solidaritÉS se bat dans la société.*' ».

On retrouve aujourd'hui ces principes, presque mot par mot, dans le paragraphe final de l'appel de soutien à la liste Ensemble à Gauche : solidaritÉS – DAL – Parti du Travail en lice pour les élections du 2 avril et que des centaines de militant.e.s et sympathisant.e.s ont déjà signé.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

La motivation principale est de contribuer à la présence dans le parlement cantonal d'une gauche qui dans ses combats pour des changements en profondeur de la société capitaliste et destructrice de la



**Tobia Schnebli**  
Ville de Genève  
Président PdT, ex conseiller municipal, artisan, GSsA, CUP, président locataires zone industrielle Charmilles

vie sur la planète applique les principes de respect, d'égalité et de démocratie de base. Mon expérience de ces dernières 5 années me montre que le Parti du Travail applique ces principes, essentiels aussi pour l'adhésion de nouvelles générations de militant.e.s.

Les combats prioritaires au Grand Conseil sont nombreux. La fiscalité du paradis fiscal genevois devrait être redistributive non seulement pour garantir une vie digne pour tou.te.s les habitant.e.s du canton, mais devrait tenir compte aussi de tous les peuples du monde spoliés de leurs richesses qui s'accumulent à Genève dans les bénéfiques mirobolants des sociétés de négoce et liées à l'économie financiarisée globale. Au lieu de favoriser les inégalités croissantes, le canton doit offrir des conditions de travail dignes pour tous et toutes, des logements abordables, un plan social de reconversion écologique, l'accès populaire à la santé, à l'éducation et à la culture.





**Un ancien lobbyiste d'Uber, devenu lanceur d'alertes, a rendu public des milliers de documents, qui montrent les pratiques agressives et souvent illégales grâce auxquelles cette multinationale a réussi à s'imposer dans nos villes. L'ancien conseiller d'État Pierre Maudet aurait notamment conclu un accord secret avec Uber, ce qui a poussé les taxis genevois à entamer une nouvelle procédure judiciaire. Au-delà de la personne de Pierre Maudet et de ses casseroles, que dit ce scandale du fonctionnement de nos institutions et des menaces qui pèsent**

**sur le droit du travail, et que faudrait-il faire là-contre ?**

Il faut démasquer le jeu de toute la droite populiste qui présente des programmes protectionnistes pour une population insécurisée et précarisée par le développement débridé du capitalisme financiarisé dont Genève est un pôle à l'échelle globale. Les liens de Maudet avec les pétro-dictatures du Golfe sont emblématiques du caractère structurel des liens des élu.e.s de la droite genevoise avec l'économie néolibérale et financiarisée particulièrement active à Genève. Uber est un exemple de comment le

capital utilise une innovation technologique (les plates-formes sur internet) pour exploiter davantage le travail qui devient encore plus précarisé, temporaire, sur appel et dénué de tous les droits conquis par les classes travailleuses depuis l'industrialisation du 19<sup>ème</sup> Siècle. Une opposition au parlement conséquente et radicale à ce modèle d'exploitation à outrance du travail est indispensable, mais ne suffira pas pour mettre en marche une véritable alternative socialiste à la société du capitalisme uberisé. Pour cela la montée des mouvements sociaux est essentielle.

## Un système économique qui n'est pas à la hauteur de l'humanité !

“Oxfam, une association internationale de différentes organisations d'aide et de développement, demande que le monde se fixe comme point de départ une réduction de moitié de la richesse et du nombre de milliardaires\* d'ici 2030. Cet objectif doit être atteint entre autres par une imposition mondiale plus élevée des immenses fortunes des millionnaires et des milliardaires – et ce progressivement de deux à cinq pour cent. Dans sa nouvelle étude sur les inégalités dans le monde parue mi-janvier, Oxfam estime que cette taxation des super-riches rapporterait 1,7 billion de dollars par an. Assez pour sortir deux milliards de personnes de la pauvreté. En Suisse, cela représenterait environ 35 millions de francs de recettes fiscales supplémentaires. Le Parti suisse du travail (PdAS) soutient ces revendications.

Dans le monde, 828 millions de personnes souffrent de la faim et 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation est actuellement plus élevée que les augmentations de salaire. En revanche, voici ce qui se passe :

Depuis le début de la pandémie de Corona, le pour cent le plus riche de la population mondiale a encaissé environ deux tiers de l'augmentation de la fortune mondiale. Les entreprises et les super-riches profitent du fait qu'ils doivent payer de moins en moins d'impôts. Selon l'étude d'Oxfam, les taux d'imposition maximaux sur les revenus sont devenus plus bas et moins progressifs depuis les années 1980. Le taux d'imposition moyen des plus riches dans les pays de l'OCDE est passé de 58 pour cent en 1980 à 42 pour cent plus récemment. Dans 100 pays, le taux moyen est encore plus bas, à savoir 31 pour cent.

L'augmentation de l'imposition des immenses fortunes des super-riches de ce monde serait un pas important et juste dans la lutte contre la pauvreté. Mais cela ne suffirait pas, loin de là. Il est nécessaire de dépasser le système capitaliste et de passer à une société socialiste. Car dans le système actuel, les changements impératifs pour un monde juste et solidaire ne

### La théorie du « ruissellement »

On nous dit que ça marche comme ça :



Mais en fait ça marche comme ça :



la-bas.org

sont pas possibles. C'est également la conclusion de l'étude d'Oxfam, qui constate que le capitalisme est un “système économique qui ne rend pas justice à l'humanité”.

**Parti suisse du travail**

**19 janvier 2022**



## « Sans riposte claire et rapide de la classe laborieuse, ce sont les projets funestes de celles et ceux qui dominent le travail qui finiront de se réaliser »

Le Parti du Travail présente 15 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Balmain Badel**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

J'ai 30 ans et me suis intéressé sérieusement à la politique plutôt sur le tard, sur fond de crise des subprimes et de samedis aux couleurs des Gilets jaunes. Cela fait trois ans et demi et que je milite avec la section genevoise des Jeunes POP et du Parti du Travail. Aujourd'hui, je suis membre du Comité de section des Jeunes et du Comité directeur du PdT. Et cela fera bientôt une année que j'ai été engagé comme rédacteur à la Voix Populaire. Un travail que je suis fier d'accomplir, du mieux que je peux et en apprenant chaque jour un peu plus comment m'y prendre. En parallèle, je suis sous-titreur pour la télévision publique et formateur en droit pour adultes dans le cadre de cours de cafetiers.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Je ne suis sûrement pas le seul à penser ça, mais je trouve les débats au sein de notre parlement particulièrement affligeants une grande partie du temps, au point que c'en est plutôt insultant pour l'électorat. A l'heure où de multiples crises traversent nos sociétés et où l'urgence de les traiter à bras-le-corps devient toujours plus grande, on pourrait exiger que notre classe politique prenne plus acte de la gravité de la situation, en accomplissant un travail parlementaire bien

plus sérieux et moins proche du théâtre, même si voir des intérêts de classes s'affronter aussi grossièrement peut avoir son intérêt. Aussi, je ne me sens pas bien représenté par la partie la plus à gauche de l'hémicycle, avec des député.e.s professionnel.le.s, autrefois des militants sincères sans doute, qui ne m'ont plus l'air de faire les efforts nécessaires, si ce n'est pour renouveler *ad vitam æternam* leurs postes, accompagné.e.s de disciples formés à leurs pratiques néfastes... Un gros changement dans « nos rangs » me semble indispensable et rapidement, même si notre camp doit passer par une période sans député.e.s pour que ce changement puisse advenir. Quelques communistes au sein de cet organe de l'appareil d'État bourgeois ne feraient pas de mal, et c'est pourquoi je suis sur notre liste pour la soutenir et faire campagne pour elle.

**Le TF a récemment acquitté 11 activistes du climat qui avaient participé à un sit-in en marge d'une grève du climat en 2019. Le verdict du TF pointe les irrégularités de la police genevoise et l'acharnement du Ministère public. Pourquoi cette pratique de répression abusive est-elle trop souvent la norme, et quelles réformes il faudrait mettre en œuvre pour que ces abus prennent fin ?**

Sur le plan juridique, cette affaire a finalement été classée car les manifestant.e.s en question n'auraient pas entendu les sommations de la police genevoise en raison du bruit, et parce que le Ministère public a été incapable de prouver que les personnes mises en cause étaient effectivement celles qui n'avaient pas respecté les ordres. Pas de quoi se réjouir trop vite de ce verdict, donc, puisque c'est le manque de preuves qui permet aux activistes d'être acquitté.e.s. Le jour où le Tribunal fédéral, suprême garant



**Balmain Badel**  
Ville de Genève  
rédacteur Voix Populaire,  
sous-titreur, formateur en  
droit, Jeunes POP

de la justice bourgeoise, acquittera des militant.e.s en reconnaissant enfin l'état de nécessité que représente l'urgence environnementale, alors nous pourrions éventuellement y voir une forme d'avancée. Pour l'heure, la justice est avant tout un outil pour porter atteinte à ce type de luttes, qui cherchent simplement à dénoncer l'inaction des gouvernements. Même si je pense que c'est dans la production que pourra se trouver le véritable pouvoir de ne pas faire les « merdes » commandées par le capital fossile, le profit à tout prix, l'exploitation forcée des ressources naturelles, totalement incompatibles avec le bien-être du vivant dans son ensemble, il est certain que la possibilité d'interpeller notre État, amorphe face au pouvoir de l'argent, par certaines actions directes se doit d'être défendue. Sans riposte claire et rapide de la classe laborieuse, ce sont les projets funestes de celles et ceux qui dominent le travail qui finiront de se réaliser.





En plus d'une concentration totalement pathologique des richesses au niveau international dont nous souffrons de plus en plus, nombre de populations du Sud global subissent depuis longtemps déjà les affres de l'avarice de ces classes dirigeantes nourries au pétrole, aux plastiques, aux semences pourries, bref à la surproduction et à la dé- possession de territoires au nom de « l'attractivité » et du business mondialisé.

Concernant la police, je ne pense pas être capable de proposer des réformes pertinentes ici, mais je vais quand même donner quelques-unes de mes pensées, qui valent ce qu'elles valent. Si une

société sans une forme de police ne me semble pas envisageable actuellement, force est de constater que là où le pouvoir sur le travail appartient à la bourgeoisie, elle servira toujours avant tout de bras armé à nos adversaires de classe. Quand l'hégémonie bourgeoise vacille, comme c'est le cas sur les questions écologiques, la police est donc là pour faire le sale boulot. Interdit, alors, de faire passer le vivant avant la propriété, la vie avant le bâtiment d'une grande banque. Réformer la police pour éviter qu'elle ne défende la justice de classe prônée par le TF? J'ai beau faire travailler mon imagination, je ne vois pas comment les dirigeant.e.s se tireraient une balle

dans le pied de la sorte. Mon espoir, peut-être tout aussi irréaliste, se trouve chez les travailleur.euse.s des institutions policières: elles et eux aussi ont tout intérêt à résister face à la classe qui les domine. Elle ne s'en sert que comme d'un outil pour maintenir son hégémonie en place. Comme pour le reste de la production, la clé se trouve à mon avis dans le refus de faire un travail où la valeur économique passe avant l'amélioration de la société pour toutes et tous. Encore faut-il que l'aménagement de la société permette de choisir collectivement ce que l'on veut produire et comment. C'est tout le sens de la lutte communiste, à mon sens.

## Cesser d'alimenter la guerre

Le PST-POP est consterné par l'escalade actuelle dans la guerre en Ukraine, provoquée par les décisions de livraison de chars prises par les pays de l'OTAN. Les médias et les politiciens suisses continuent eux aussi à alimenter cette guerre ; ils exigent également des livraisons d'armes à l'Ukraine. Dans le même but, divers projets visant à assouplir la loi sur le matériel de guerre sont actuellement en suspens au Parlement. Le PST-POP rappelle que la version actuelle de cette loi n'est en vigueur que depuis le 1er mai 2022. On y a intégré les durcissements exigés par l'acceptation, en octobre 2021 du contre-projet à l'initiative populaire „Contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile ». Le Parti suisse du travail avait soutenu l'initiative populaire, qui allait plus loin. Aujourd'hui, il s'engage contre toute forme d'assouplissement qui permettrait à la Suisse ou aux pays voisins d'exporter des armes vers l'Ukraine.

Le PST-POP s'engage pour la fin de l'escalade et de la guerre. Seules des négociations peuvent mettre fin à cette guerre et apporter la paix dont tout le monde a tant

besoin. Les négociations sont les seules vraies solutions aux conflits.

Le PST-POP exige :

- Aucune livraison d'équipement à l'armée ukrainienne
- Pas de livraison d'armes ou de munitions à l'Ukraine, par qui que ce soit
- Engagement de la diplomatie suisse pour des négociations

**Pour donner du poids à ces revendications, le PST-POP soutient la manifestation pour la paix du 25.2.2023 à Zurich et invite tout le monde à y participer.**

**Schluss mit Krieg!**

**Demonstration für Frieden und Völkerefreundschaft.**

Samstag, 25. Februar 2023  
14:30 Uhr, Ni-Una-Menos-Platz  
(ehem. Helvetiaplatz), Zürich

Bild: Schluss mit Krieg - schussmitkrieg.info



## « C'est une lutte écologique et sociale qu'il faut mener de front »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Jessica Pini**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Passionnée de Langues, c'est tout naturellement que je vais étudier le Latin. Soif de Justice, je vais ensuite entrer au Collège Nicolas-Bouvier, afin de pouvoir étudier le Droit à l'Université Après 3 ans, je vais finalement compléter mon cursus à l'École de Culture Générale en Communication & Informations. Après 4 ans à travailler dans le domaine de la Formation pour adultes, je décide de me réorienter vers ce qui semble être une évidence en 2016 : le Travail Social. Pendant 5 années à la Haute École de Travail Social de Genève, mon engagement associatif s'est renforcé et mon envie de participer/créer des projets sociaux a pris sens et corps.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Ma principale motivation est d'amener un regard moderne et tourné vers le futur.  
Mon but : améliorer, réadapter un système politique, économique et social aux défis de demain.  
Dans cette logique, c'est une lutte écologique et sociale qu'il faut mener de front.

Nous sommes face à un monde qui s'effondre depuis des années : cela fait un demi-siècle que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme quant au réchauffement climatique. Malgré cela, après la dépose de la pétition en faveur d'une loi efficace sur la responsabilité des

multinationales, le Parlement est encore en « pour parler », annonçant il y a quelques jours que « la Suisse n'a aucune nécessité d'agir ». Évidemment, ce genre de conclusions ne fait que renforcer en moi la nécessité de participer à un changement de paradigme rapide et drastique. Cette thématique est d'ailleurs en lien avec mon autre cheval de bataille : la lutte des classes, qui s'inscrit elle aussi dans une nécessité évidente que les plus riches ne veulent, au détriment de leur propre confort. Eh oui, la question de l'équité, est selon moi fondamentale pour un monde plus juste, et plus humain !

### Le conseiller d'État Thierry Apothéloz a fini par rendre public un projet de loi pour une réforme de l'aide sociale, actuellement entre les mains de la commission des affaires sociales du Grand Conseil. Que penses-tu, dans les grandes lignes, de ce projet de loi ? Quelles réformes de l'aide sociale tu préconiserais ?

Viser la réinsertion, plutôt que la « répression », c'est le nerf de la « guerre » du social !  
Dans le cadre des aides sociales, la grande problématique, qui constitue une crainte chez les bénéficiaires est le fait d'être pénalisé financièrement si ce ou cette dernière venait à travailler, de façon partielle ou même en tant que bénévole. Le risque est gros : pas recevoir ses aides du mois ou de les perdre définitivement. Car aujourd'hui, cela est considéré comme de la fraude aux aides sociales. Qui plus est, les personnes à l'aide sociale, comme l'hospice général ou encore les prestations complémentaires ne sont pas accompagnées, ou même orientées dans des cursus de formation, alors qu'une grande partie d'entre elles n'ont pas de formation certifiante, pour un marché de l'emploi qui ne laisse plus place à un travail expérimenté, plutôt que « appris ».

Telle que la réforme est présentée par Thierry Apothéloz, ça me paraît



**Jessica Pini**  
Ville de Genève  
Travailleuse sociale,  
Jeunes POP

une avancée considérable pour notre système social qui était jusqu'alors plutôt un système « au mérite », auquel on devait prouver régulièrement la véracité de notre situation misérable, obligation, qui n'a comme effet d'amplifier le manque de confiance en soi.

Par conséquent, je préconiserais de miser également sur :

- . la formation, qui accroît drastiquement les chances de réinsertion ainsi que la confiance en soi,
- . la suppression des pénalités financières, qui ne font que décourager les personnes qui essaient de s'en sortir (et donc l'autorisation de travailler ou d'être bénévole),

Ainsi que :

- . la confiance entre les services d'aides et les bénéficiaires (qui manque cruellement),
- . un partenariat fort entre les services d'aides, pour accompagner les gens de façon transversale et soutenue,
- . des mesures de réinsertion, comme des journées romandes de recrutement par exemple.

**Se battre pour une vraie politique sociale, c'est ce qui me paraît fondamental aujourd'hui, en donnant le droit universel de se former : premier pallier de la lutte sociale !**





## Solidarité avec le peuple péruvien en lutte contre le coup d'État



La section genevoise du Parti Suisse du Travail a été honorée de recevoir le 23 janvier Lourdes Huanca, présidente de la Fédération Nationale des Femmes Paysannes, Artisanes, Indigènes, Natives et Salariées du Pérou « Fenmucarinap PERÚ », en tournée en Europe pour informer de ce qui se passe au Pérou. L'action de Lourdes Huanca est courageuse : elle est violemment calomniée par la presse réactionnaire péruvienne, a reçu des menaces de mort et risque les pires représailles à son retour au Pérou. Elle mérite toute notre solidarité.

La voie du changement social est toujours difficile, parsemée d'embûches et d'épreuves, de dures luttes à chaque pas, face aux difficultés objectives et à la résistance acharnée des classes possédantes prêtes à tout pour conserver leurs privilèges. C'est particulièrement vrai pour l'Amérique latine, qui a vu des avancées révolutionnaires extraordinaires, mais toujours menacées, et souvent remises en cause par une oligarchie locale prête à toutes les infamies pour conserver le pouvoir, et les manœuvres de l'Empire pour maintenir le continent sous sa botte.

L'élection à la présidence du Pérou en 2021 de Pedro Castillo, syndicaliste, instituteur rural, d'origine autochtone, candidat du parti marxiste-léniniste Pérou libre, avait ouvert l'espoir d'un changement. Mais l'oligarchie locale, compradore, corrompue et volontiers raciste, regardant toujours les peuples autochtones d'un regard de conquistadores, ne l'a jamais accepté. Pas plus que les USA, dont l'ombre sinistre se profile derrière ladite oligarchie. Le parlement péruvien, dont la majorité est restée de droite,

a mené une scandaleuse campagne d'obstruction contre tous les projets de réformes sociales et économiques du président Castillo.

Et, le 7 décembre 2022, ce fut un coup d'État parlementaire, la destitution, suivie de l'incarcération du président Castillo. Il faut savoir en effet qu'en 2023 doit avoir lieu la révision des concessions minières. Actuellement, les richesses minérales du Pérou sont pillées par des multinationales étrangères, dont le modèle d'affaires non-durable engendre une pollution dramatique, et qui de surcroît ne paient pas les impôts dus. Pedro Castillo avait l'intention de mettre fin à ces abus. L'oligarchie compradore locale et les USA ont décidé de le renverser pour cette raison.

Le peuple péruvien a refusé de se voir ainsi déposséder de ce qui n'a été que l'expression de son choix démocratique. Les mouvements sociaux, les syndicats, les partis politiques de gauche et les organisations de peuples autochtones ont entamé des manifestations de masse contre ce coup d'État, exigeant la libération du président

Castillo, la destitution du gouvernement putschiste, et l'élection d'une Assemblée constituante. La vice-présidente Dina Boluarte, qui assume l'intérim, a décidé de trahir les idées sur lesquelles elle a été élue, et de se rallier à l'oligarchie. Elle a décrété l'état d'urgence et a donné l'ordre de réprimer les manifestations à balles réelles. Une répression criminelle, sanguinaire, qui a fait des dizaines de morts, avec le soutien des USA. Des faits tellement graves que le parquet péruvien a été obligé d'ouvrir une enquête contre elle. Pour génocide.

Mais ni la répression, ni les calomnies de la presse péruvienne inféodée à l'oligarchie, ni les menaces de mort, n'arrêtent la lutte héroïque du peuple péruvien. Le PST-POP exprime une solidarité totale avec la lutte du peuple péruvien, et appelle la Confédération à condamner la répression criminelle conduite par le gouvernement putschiste avec la même fermeté qui se doit.

**Les oligarchies et les empires tomberont, les peuples triompheront !**



## Une vie bien remplie



A 83 ans, Marcel Lavanchy ne fait pas son âge. Il faut dire que l'ancien conducteur typographe à « la Voix Ouvrière » ne connaît pas l'oisiveté. Un lutteur acharné et polyvalent, aussi inspirant qu'attachant.

Marcel Lavanchy naît le 10 mai 1940 à Genève, et grandira dans un immeuble du quartier de la Servette. Il se remémore : « Ma mère travaillait à la chaîne dans une usine Tavano, sur les machines Elna. Des semaines de 48 heures avec travail le samedi, levée à 5h30, ouverture des portes à 6h30. Mon père était mobilisé, il l'a été pendant 4 ans. C'est aussi pour ça qu'ils m'ont fait, pour qu'il ait plus de permissions. J'ai eu des parents formidables. » Sanitaire dans une compagnie d'infanterie cycliste, son père commence à particulièrement s'intéresser au socialisme après la fusillade survenue en 1932 à

Plainpalais, ce qui le mènera à intégrer une cellule du Parti communiste, puis le Parti du Travail fondé quelques années après son interdiction. « A l'école primaire, je savais déjà ce qu'était un syndicat. Il faut dire que j'ai été fortement marqué par l'engagement de mon père : il a présidé la Fédération des ouvriers du vêtement cuir et de l'équipement (FVCE) », nous dit Marcel. Avant de nous décrire son arrestation, qu'il ne digère pas et qu'il tient à partager : « C'était en 1947, sous l'instigation d'un anarcho-syndicaliste bien connu de l'époque. Mon père organisait des bals de Catherine, avec un concours de chapeaux à thème. Le but de ces événements : alimenter des fonds de lutte, qui ont contribué à mener deux grèves dans son secteur. Ça n'a pas plu à certaines personnes dans les directions syndicales. Un vendredi matin, deux flics arrivent

chez nous en civil, passent les menottes à mon père et l'embarquent, ma mère est en larmes. On l'accusait de détournement de fonds, alors qu'une nouvelle fête se préparait en vue du samedi. Elle eut lieu quand même et fonctionna bien, car le PdT pouvait compter sur de nombreux militants ! Le lundi matin, il est libéré : fausses accusations, pas de preuves, dossier classé. Mais le mal était fait, et la presse s'en était donné à cœur joie. Mon père fut réélu par les membres de son syndicat, mais exclu par la direction. » Il l'accompagne alors pour une tournée afin de rétablir la vérité : « Nous avons fait le tour de nombreux domiciles pour discuter avec les gens. Le Parti faisait de gros scores, et nous avons eu affaire à de nombreux sympathisants lors de ces échanges. »





## Les joies des organisations ouvrières de jeunesse

Leurs virées ne s'arrêteraient pas là : « Gamin, j'aimais aller tracter avec mon père à bicyclette, car je pouvais aller me coucher plus tard », confesse-t-il, souriant. « De temps en temps, on était bien reçus, et d'autres fois je voyais mon père s'engueuler avec la personne à qui il avait donné un tract... Je participais aussi à la mise sous enveloppe avec ses camarades. » A 10 ans, le jeune Marcel participe aux activités de la gym pupilles-pupillettes du SATUS (Fédération ouvrière suisse de gymnastique et de sport), avant de rejoindre les Avant-Coureurs (A-C) et de s'adonner aux joies du scoutisme laïc. Il nous dépeint ces moments, non sans trémolos dans la voix : « Nous étions affiliés à l'organisation des Faucons Rouges, qui soutenait les enfants d'ouvriers. En 1953, je deviens responsable d'un groupe d'A-C : « le Gavroche ». Autour du feu de camp, on chantait le Chant des partisans, la Bella ciao, la Quinta Brigada, du Brassens et bien d'autres choses. A noter qu'à l'époque, nous étions la seule organisation mixte ». Et que de souvenirs lors des différents camps : « Dans les bois genevois, à Lausanne dans un chalet du docteur Jeanneret, à Macolin à la maison des Amis de la Nature en compagnie des Faucons Rouges biennois, des voyages dans des camps de pionniers dans différents pays... » Jusqu'à ses 15 ans, il fera encore notamment partie de l'Union du touring ouvrier et de l'Union ouvrière de natation. En 1956, alors âgé de 16 ans, il prend sa carte au PdT. « Es-tu sûr de ce que tu fais ? », lui demande alors son père. Il y a 67 ans, donc, il commence à travailler comme manœuvre à la Voix Ouvrière (VO) pour se familiariser avec le métier de conducteur typographe, et débutera un apprentissage de quatre ans dès l'année suivante : « Pour moi, l'orthographe

était un calvaire et la grammaire une torture, du coup j'étais sur les machines. » La même année, il se rappelle de la récolte, des stands et du porte-à-porte pour revendiquer trois semaines de congés payés à Genève: «C'était passé par les poils, car le PS et les syndicats étaient contre.»

Mais 1956 se termine dans une bien sombre agitation, puisque c'est au mois de novembre que les chars soviétiques déferlent sur la Hongrie : « De nombreux membres du PdT ont été exclus des syndicats à ce moment-là. Et nous avons dû nous mobiliser pour défendre les locaux de la VO face à une attaque de la foule contre notre journal suite aux événements. Les assaillants lançaient des cailloux depuis le chantier d'en-face et la police a dû finir par intervenir. Pendant les deux semaines qui ont suivi, nous avons organisé des rondes de garde, avec des camarades qui dormaient sur des matelas pneumatiques et qui se relayaient. »

### La lutte continue

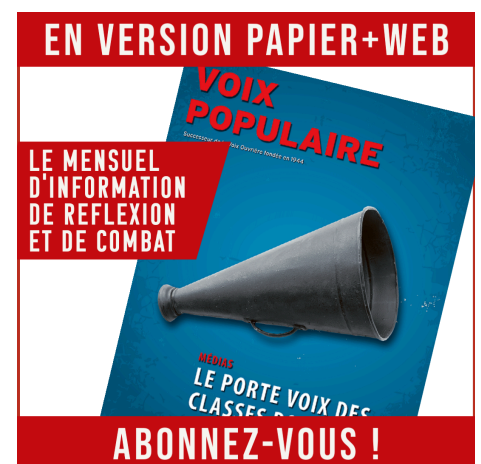
Son apprentissage en poche et officiellement devenu conducteur de machine typo-offset, Marcel adhère directement au syndicat de la branche (FST). C'est à peu près au même moment qu'il se met à la boxe, qu'il pratique toujours. En 1962, il épouse Denise : « Un soutien inconditionnel dans la vie comme dans la militance, jusqu'au bout. » En 1968, il devient chef d'atelier à la VO : « C'était environ 5'000 tirages par jour dans les années 70. Je distribuais le travail et contrôlais la qualité du boulot et quand il y avait un malade, je le remplaçais sur une machine. » Une imposante cicatrice sur sa paume droite est d'ailleurs là pour lui rappeler la fois où il s'est fait prendre la main dans une rotative. Heureusement pour lui, son manœuvre était là pour l'aider et une greffe de peau

put le sortir d'affaire. En 1977, tout le secteur se met en grève et obtient une réduction de 44 à 40 heures du temps de travail, avec congé le samedi. Il garde des souvenirs indélébiles de cette victoire et de ses camarades de lutte, notamment Charly Barone et Christian Tirefort, auquel il rend hommage. Élu au conseil Municipal de sa commune de 1985 à 1990, c'est à ce moment-là que les imprimeries périssent, conduisant le typographe boxeur à devenir chef du Centre sportif de la Queue-d'Arve jusqu'à la retraite. Toujours prêt à en découdre, il reste aujourd'hui entraîneur de boxe et de danse (une passion née lors des fêtes des A-C et du PdT), membre du comité directeur de la section genevoise du PdT ou encore membre du comité de l'Asloca. Son regard bleu se durcit : « Les données environnementales et la puissance des armes actuelles me rendent très pessimiste. Je militais énormément dans ma jeunesse, malgré mes 40 heures de travail par semaine. Et tant que je pourrais respirer et marcher, je lutterai. Continuer ce combat est une nécessité. »

### Balmain Badel

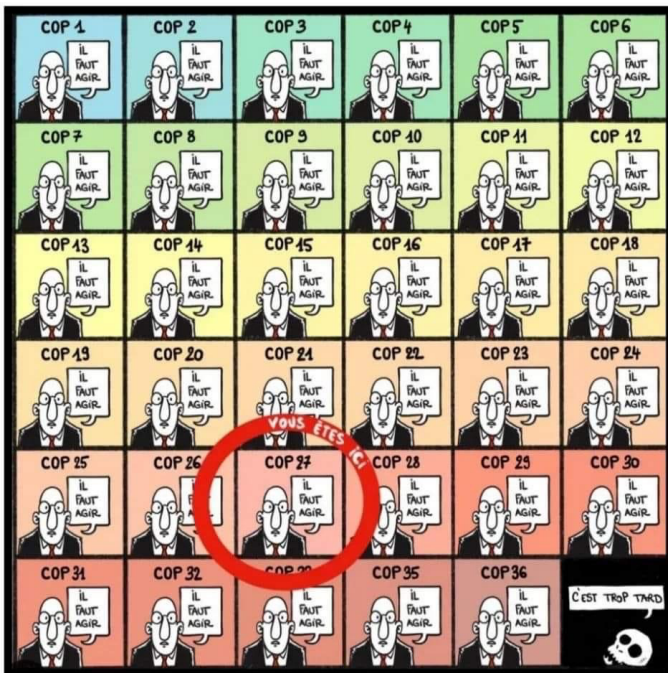
Paru dans **Voix Populaire**, le magazine mensuel du Parti Suisse du Travail en français

### Abonnez-vous !



[www.voixpopulaire.ch](http://www.voixpopulaire.ch)





Il n'est pas encore trop tard, mais un changement de système est nécessaire d'urgence

# ABYA YALA UNIS

**CONTRE LES COUPS D'ÉTAT,  
LES BLOCUS,  
LES MULTINATIONALES  
ET LE FASCISME**

**Aquí se  
respira  
lucha**

**Pour la souveraineté  
des Peuples**

**Samedi 18 février 2023  
14h00-18h00  
Place des Nations Unies  
Genève-Suisse**

## Votations populaires du 12 mars 2023 Recommandations de vote du Parti du Travail

Votation cantonale :

Initiative populaire 179 « Contre le virus des inégalités... Résistons ! Supprimons les privilèges fiscaux des gros actionnaires » : OUI

Votations Ville de Genève :

Initiative « Genève zéro pub – libérons nos rues de la publicité commerciale ! » : OUI

Projet de plan localisé de quartier Bourgogne : OUI

### Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à L'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

NPA : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8